

## 6 Économie

## Cinquantenaire du Trésor public gabonais.

## La nouvelle perception de Nzeng-Ayong opérationnelle

Maxime Serge MIHINDOU

Libreville/Gabon

LE ministre du Budget et des Comptes publics, Christian Magnagna, a officiellement inauguré hier, en présence de son délégué Noël Mboumba, la nouvelle perception de Nzeng-Ayong, à l'occasion de la commémoration du cinquantième anniversaire du Trésor public gabonais.

Ce bâtiment flambant neuf qui s'étend sur une parcelle de 5000 m<sup>2</sup> et qui comprend 13 bureaux, 5 guichets et une salle de réunion d'une capacité de 20 places, va permettre un désengorgement significatif du centre-ville, en offrant aux usagers des quartiers environnants, notamment ceux des quartiers allant de la zone des Charbonnages



Photo : MZM

Christian Magnagna, ministre du Budget et des Comptes publics à l'inauguration du Trésor public.

au PK5, les services du Trésor et des Impôts. « La structure que nous inaugurons ce jour s'inscrit dans une stratégie publique d'investissement, qui vise à rapprocher davantage l'administration publique de l'usager. Ce programme consiste à proposer une offre de service plus près de nos

compatriotes. Désormais, l'usager voit le Trésor public venir à lui, réduisant ainsi la distance physique, voire psychologique qui, autrefois, prévalait dans leurs rapports », a indiqué le directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor, Sosthène Ossoundou Ndibangou.



Photo : MZM

Le bâtiment flambant neuf du nouveau trésor public de Nzeng-Ayong.

Pour le ministre du Budget et des Comptes publics, l'inauguration de cette nouvelle perception traduit l'effort du gouvernement d'offrir un service de proximité à tous les usagers. Elle est conforme au plan de déploiement des services publics dans la capitale et à l'intérieur du pays. Mais

pour d'évidentes raisons tenant à leur importance démographique, les communes de Libreville et d'Owendo sont, pour l'heure, les principales bénéficiaires de cet effort. En effet, sur un prévisionnel de 4 trésoreries de proximité (Nzeng-Ayong, Pont Nomba, Okala et Mélen),

deux sont réalisées ou en cours de finalisation. « C'est un processus qui a débuté depuis 2012, et nous allons le poursuivre, car il participe à la modernisation de notre administration et d'un meilleur service aux usagers. D'autres livraisons vont se poursuivre dans d'autres arrondissements, mais aussi à l'intérieur du pays », a assuré le ministre Magnagna. Le membre du gouvernement a profité de cette inauguration pour, une nouvelle fois, interpeller les comptables publics à une prise de conscience collective autour de trois éléments importants : le contexte économique et financier mondial actuel, le calendrier politique chargé de l'année 2016 et la préparation de l'organisation de la Can 2017 et, enfin, la poursuite des efforts d'assainissements des finances publiques.

## Fin de la réunion sous-régionale consacrée au suivi des recommandations de la Conférence de Rome sur la nutrition

## Vers un plaidoyer en faveur de la mobilisation des ressources

Willy NDONG

Libreville/Gabon

DEBUTE le 30 septembre dernier, l'atelier sous-régional de suivi et de mise en œuvre des recommandations de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, qui s'est tenue en novembre 2014 à Rome (Italie), s'est achevé hier à Libreville. L'objectif principal de cette réunion, organisée par la FAO, en collaboration avec l'OMS, l'UNICEF et les ministères gabonais de l'Agriculture,

de la Santé, de l'Élevage et de la Pêche, est d'élaborer une feuille de route pour la période 2015-2017 pour le développement de la nutrition au sein des huit pays membres (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée-Equatoriale, RDC, RCA, Sao-Tomé et Tchad) de la CEEAC. Durant trois jours, les différents experts ont débattu des questions liées à l'établissement des services de santé, l'intégration de la nutrition dans les systèmes nationaux de santé, la multisectorialité de la nutrition et sa prise en compte dans les documents de politique de nu-

trition et de sécurité alimentaire avec des programmes performants, le renforcement des capacités à travers la sensibilisation et l'éducation et la prise en compte des actions complémentaires dans d'autres services de santé en vue de promouvoir la nutrition... De l'avis général, des potentialités naturelles existent dans la sous-région pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, mais curieusement, l'Afrique centrale est touchée par les problèmes de malnutrition. Sur la base des difficultés identifiées tout au long des

assises de Libreville, il a été décidé d'élaborer un chronogramme (2015-2017) consacré à la mise en œuvre de la feuille de route en matière de développement de la nutrition par pays, basée sur les priorités de chaque Etat de la sous-région, conformément aux recommandations de la Conférence de Rome et des programmes nationaux d'investissement en Agriculture et sécurité alimentaire. La problématique de l'insécurité alimentaire et de la nutrition affecte la santé de millions de personnes en Afrique centrale. Les défis pour parvenir à la



Photo : DR

Vue partielle des participants à l'atelier sous-régional organisé par la FAO sur la nutrition.

sécurité alimentaire et nutritionnelle sont considérables, d'où la nécessité de mobiliser des fonds auprès

des partenaires au développement afin d'améliorer la qualité de la nutrition au sein de nos différents pays.

## Libre propos

## L'Afrique centrale se mobilise et renforce sa coopération sous-régionale pour combattre la malnutrition

Par Dan RUGABIRA\*

LA déclaration de Rome sur la nutrition consacre le droit de chaque personne à l'accès à des aliments sûrs, nutritifs et en quantité suffisante. Dans ce cadre, les gouvernements de plus de 170 pays se sont engagés à prévenir la malnutrition sous toutes ses formes, notamment la faim, les carences en micronutriments et l'obésité. Les effets à long terme de la malnutrition sur la population infantile, et par conséquent les générations successives, grèvent la capacité d'un pays à se développer : on estime en effet le coût pour l'économie des pays touchés par le fléau de la malnutrition à près de 3% du Produit National Brut (PNB).

La malnutrition engendre de graves conséquences durant les premiers stades de la vie. En conséquent, les pays doivent impérativement orienter leurs efforts pour répondre aux besoins nutritionnels des mères avant et pendant la grossesse et des nourrissons pendant les premiers « 1 000 jours », soit de la conception à l'âge de deux ans. Au cours des dernières décennies les politiques publiques ont surtout privilégié une ap-

proche « quantitative » de l'alimentation centrée sur la sécurité alimentaire. Toutefois, une sécurité alimentaire seule, quelle que soit son envergure, n'est pas un gage de sécurité nutritionnelle.

Même si le renforcement de la production et du traitement des denrées alimentaires est encouragé, il n'en demeure pas moins que des actions complémentaires sont nécessaires dans d'autres secteurs pour encourager des pratiques alimentaires plus saines. Il faut aussi introduire des mesures de protection sociale, tels que les programmes d'alimentation scolaire et le soutien à une alimentation nutritive pour les plus vulnérables. Les initiatives visant à lutter contre l'obésité devraient être également renforcées par la création d'environnements sains favorisant l'activité physique dès le plus jeune âge.

En Afrique subsaharienne, la prévalence de la sous-alimentation est passée de 33 à 23 pour cent entre 1990-1992 et 2014-2016. Cependant, le nombre total de personnes sous-alimentées continue de croître : on l'estime à 220 millions en 2014-2016 (estimations), contre 175,7 millions en 1990-1992. Des progrès notables ont été accomplis dans certaines sous-régions notamment en Afrique de l'Ouest où la proportion de personnes souffrant de la faim a été réduite de

24,5 pour cent passant de 44,6 millions de personnes sous alimentées en 1990-1992 à 33,7 pour cent en 2014-2016. Quant à l'Afrique centrale, il est estimé que sa population sous-alimentée va passer de 24,2 millions en 1990-1992 à 58,9 pour cent sur la période 2014-2016 soit une augmentation de 143,7 pour cent.

C'est un paradoxe, l'Afrique centrale recèle le plus grand potentiel agricole du continent mais cela n'impacte pour autant sur la situation nutritionnelle des populations. Pour améliorer la nutrition des populations, il faudrait dépasser les enjeux d'accroissement de la production pour favoriser l'accessibilité des populations à une alimentation saine et responsable et construire des systèmes de production et de distribution plus durables.

Comprendre les divers aspects de la nutrition, contribue à la formulation de politiques et d'actions en mesure de la renforcer à travers des objectifs stratégiques de développement. Investir dans la nutrition à travers des approches multisectorielles représente plus qu'un simple bien social ; c'est une politique efficace de développement social et un vecteur de croissance économique.

Il est donc urgent qu'un engagement politique fort et de haut niveau soit exprimé et

se traduise en politiques et actions afin de renforcer et de développer la nutrition en Afrique Centrale. Ceci se fera à travers des objectifs stratégiques de développement conformément aux engagements de la Déclaration de Rome pris en Novembre 2014. La rencontre de Libreville qui s'est achevée le 2 octobre 2015, s'inscrit dans le cadre du suivi des engagements internationaux pris par les 8 pays de la sous-région pour lutter contre la malnutrition. Elle a pour but principal d'amener les pays de l'Afrique Centrale à élaborer une feuille de route 2015-2017 pour l'atteinte des engagements de la Conférence Internationale sur la Nutrition de 2014.

Le Gabon, dont le Président de la République assure la Présidence de la CEEAC a été retenu pour abriter cet événement, ce qui permettra de rehausser la priorité à accorder à la malnutrition sous toutes ses formes, dans l'agenda des politiques nationales et régionales de l'Afrique Centrale à l'instar de celles qui sont mises en œuvre dans les autres sous-régions de l'Afrique Sub Saharienne.

\* Coordonnateur du bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique centrale et représentant de la FAO au Gabon et à Sao Tomé et Príncipe.